



n° 151 - Juillet 2012



Évolution de l'emploi dans la Marne

Des baisses d'emploi malgré un tissu productif diversifié et tertiairisé

Premier département de Champagne-Ardenne en nombre d'emplois, la Marne l'est aussi en termes de tertiarisation de son économie et de diversification de son tissu industriel. Ces deux caractéristiques participent à la meilleure tenue du marché du travail dans le département ces dix dernières années. Malgré cette situation favorable, des événements spécifiques dégradent l'emploi, qui baisse à un rythme proche de la tendance régionale. Durant la crise, les instruments d'ajustement de l'emploi à la baisse d'activité et les dispositifs d'aide aux demandeurs d'emploi sont moins utilisés que dans les autres départements.

Avec 131 800 salariés fin 2011, la Marne pèse pour 45 % dans l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles de Champagne-Ardenne. Davantage industrialisée que le territoire national, elle l'est toutefois moins que les autres départements de la région : 24 % des salariés des secteurs marchands exercent leur activité dans l'industrie, contre 30 % au niveau régional et 21 % au niveau national. Entre fin 2001 et fin 2011, en raison notamment d'une structure des emplois davantage tertiaire, la Marne connaît l'évolution de l'emploi salarié marchand la moins défavorable des départements de Champagne-Ardenne (-0,7 % en moyenne annuelle contre -0,9 % dans la région). La meilleure tenue de l'emploi s'observe principalement sur la période d'avant crise 2001-2007 avec des pertes d'emploi deux fois moins élevées (-0,3 %) qu'au

niveau régional (-0,6 %). La Marne résiste aussi mieux à la crise de 2008 et 2009 (-1,9 %), mais connaît une plus forte baisse des emplois au cours des années 2010 et 2011 (-0,5 %).

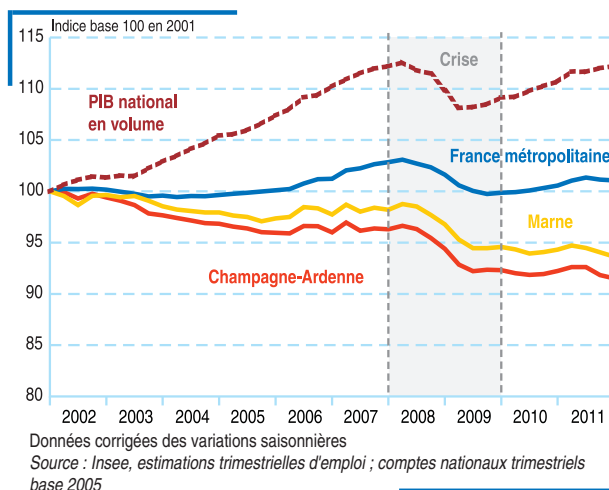


2001-2007 : un tissu industriel diversifié, des activités dynamiques

Dans la Marne, au cours des années de croissance économique 2001 à 2007, avec la disparition nette de 2 600 emplois, la baisse des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles est deux fois moins élevée qu'au niveau régional (-0,3 % en moyenne annuelle, contre -0,6 %). Comme dans les autres départements de la région et au niveau natio-

www.insee.fr

Évolution de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles



>> Le département de la Marne

La Marne est le premier département de la région : avec 566 100 habitants en 2009, elle regroupe 42,3 % de la population de Champagne-Ardenne. Sur les dix dernières années, sa population reste stable malgré un important déficit migratoire, le 5^e plus élevé des départements de France métropolitaine. Néanmoins, en prolongeant les tendances passées, la Marne pourrait compter 2 000 habitants de plus à l'horizon 2015. Département le moins rural de Champagne-Ardenne, 67 % de sa population réside dans une commune urbaine, il accueille le siège de la préfecture de région, Châlons-en-Champagne, et la plus importante agglomération régionale : Reims est avec 209 600 habitants la 31^e agglomération de France. La Marne bénéficie de la présence de nombreux établissements d'enseignement supérieur et centres de recherche : le Conservatoire National des Arts et Métiers, l'Université de Reims Champagne-Ardenne, Reims Management School ou encore le Centre d'excellence en biotechnologies blanches de l'École Centrale Paris, partenaire du pôle de compétitivité « Industries et Agro-Ressources ». Situé au centre de la Champagne-Ardenne, le département est irrigué par un important réseau d'infrastructures : réseau autoroutier, voies fluviales, TGV depuis 2007 situant Reims à trois-quarts d'heure de Paris, aéroport de Châlons-Vatry...

nal, l'industrie contribue le plus à la dégradation de l'emploi avec 4 900 suppressions de poste au cours de la période. Cependant, le rythme de baisse des emplois industriels est moins élevé (-2,0 %) que dans la région (-2,5 %) et proche de la tendance nationale.

Cette situation résulte d'une composition sectorielle du tissu productif plus favorable avec la présence de secteurs industriels dynamiques, dont l'activité est en croissance en France. Les industries agroalimentaires, principalement centrées sur l'activité phare de champagnisation qui regroupe la moitié des emplois de l'industrie, pèsent pour 7,1 % dans l'emploi salarié marchand du département, soit deux fois plus qu'au niveau national. Entre 2001 et 2007, l'agroalimentaire perd -0,5 % emploi par an en moyenne, baisse nettement inférieure à celle des autres secteurs industriels. L'industrie pharmaceutique, dont trois salariés sur quatre exercent au sein de l'établisse-

ment *Boehringer Ingelheim France*, occupe 1,3 % des emplois marnais, poids également deux fois supérieur au national. Au cours de la période 2001-2007, le secteur de l'industrie pharmaceutique est en plein essor dans la Marne avec une croissance des emplois salariés de +2,3 % en moyenne annuelle.

À l'inverse, les secteurs industriels connaissant le plus de difficultés au niveau régional, métallurgie-travail des métaux et textile-habillement, sont moins représentés. Fin 2007, dans le département, le poids de la métallurgie (3,4 % des emplois salariés marchands) se situe très en dessous de la moyenne régionale (7,9 %), et légèrement au dessus du poids moyen national (2,9 %). Par ailleurs, dans la Marne, la production des industries de la métallurgie-travail des métaux est davantage tournée vers des marchés diversifiés (industrie mécanique, énergie, plomberie...) que, notamment, la métallurgie des Ardennes, fortement dépendante de l'automobile. En grandes difficultés au cours de la période en France, les industries du textile et de l'habillement pèsent pour seulement 0,5 % dans les emplois salariés marnais, contre 2,1 % dans la région.

La présence des industries du bois, papier et imprimerie, du caoutchouc et plastique et des machines et équipements renforce la diversification du tissu industriel marnais. Ces trois secteurs, qui regroupent 8,2 % de l'emploi salarié du département, se répartissent dans de nombreux établissements et concernent un champ d'activités variées. Dans la seule industrie du bois, papier et imprimerie se côtoient des éditeurs de journaux (*l'Union*), des menuiseries (*groupe Lapeyre*), des industries d'emballage et de fabrication de carton (*Smurfit Kappa*). Entre 2001 et 2007, ces trois secteurs enregistrent une perte de 1 700 emplois, soit des diminutions proches des tendances nationales.

2001-2007 : les difficultés de quelques établissements freinent le développement des emplois tertiaires



Au cours de la période 2001-2007, les secteurs tertiaires freinent la croissance de l'emploi dans la Marne, avec des évolutions moins favorables qu'au niveau national et proches de la moyenne régionale. Ce résultat semble plus lié à des difficultés rencontrées par quelques grands établissements qu'à une moindre tertiarisation généralisée. Ainsi, la fermeture

Les dix plus grands établissements industriels de la Marne fin 2007

Raison sociale	Secteur d'activité	Tranche d'effectif salarié
CHAMPAGNE MOËT ET CHANDON	Fabrication de denrées alimentaires, boissons	1500 à 1999
BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE	Industrie pharmaceutique	1000 à 1499
VALEO SYSTÈMES THERMIQUES	Fabrication de machines et équipements	500 à 749
SALZGITTER MANNESMANN PRECISION ETIRAGE	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	500 à 749
TI AUTOMOTIVE FUEL SYSTEMS SAS	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	500 à 749
AXON CABLE	Fabrication d'équipements électriques	500 à 749
NOBEL PLASTIQUES	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	250 à 499
CEBAL SAS	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	250 à 499
CRISTAL UNION	Fabrication de denrées alimentaires, boissons	250 à 499
BB GR	Autres industries manufacturières	250 à 499

n.c.a. : non classés ailleurs

Avertissement : depuis le 31/12/2007, certains établissements ont pu fermer ou voir leur effectif évoluer.

Source : Insee, Clap

de plusieurs agences de communication du groupe *Promedis* occasionne la perte de 400 emplois dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques et freine le développement des services marchands hors intérim (+0,2 % en moyenne annuelle avec la création nette de 600 emplois sur la période, contre +1,2 % au niveau national). Dans le commerce, le siège d'*Arcelor Mittal distribution - ex-Pum* implanté dans l'agglomération rémoise connaît des baisses d'emploi importantes au cours de la période. Par ailleurs, les secteurs du commerce et de la construction souffrent de la stabilité démographique du département : fortement dépendante de la croissance démographique, la croissance des emplois salariés de la construction (+1,3 % en moyenne annuelle) est deux fois moins élevée qu'au niveau national et même négative dans le commerce (-0,4 %).

L'intérim est le seul secteur à croître plus rapidement qu'au niveau national. En moyenne, au cours des années 2001 à 2007, avec un gain de 1 400 emplois, l'emploi intérimaire marnais augmente de +4,2 % par an, contre +2,3 % en France. Fin 2007, l'intérim représente 4,8 % de l'emploi salarié marchand non agricole du département (4,1 % au niveau national).



2008-2009 : une meilleure résistance à la crise qu'au niveau régional, masquée par une restructuration dans l'industrie pharmaceutique

La crise économique de 2008-2009 s'est traduite dans la Marne, comme en France par un fort ralentissement de la production industrielle, touchant en premier lieu les emplois intérimaires en mission dans l'industrie, puis les emplois plus stables : l'intérim et l'industrie contribuent pour respectivement 1 800 et 3 300 emplois aux 5 100 emplois salariés perdus dans le département entre fin 2007 et fin 2009.

Même avec un tissu industriel diversifié, la Marne connaît une baisse de l'emploi industriel équivalente à la baisse régionale (-4,6 % par an). Peu exposée pendant la crise au niveau national, l'industrie pharmaceutique est le deuxième secteur industriel du département, après la métallurgie, à perdre le plus d'emplois (-600 en deux ans). Plus que la conséquence de la crise, ces suppressions résultent de la restructuration du principal établissement employeur : fin 2007, le groupe *Boehringer* prend la décision de délocaliser une centaine de salariés du site rémois au siège francilien et de céder une partie de l'activité du groupe à des sous-traitants pour se concentrer sur la

recherche et développement et la production de molécules à haute valeur ajoutée.

Sans cet événement, la Marne aurait connu une diminution de l'emploi industriel de -4,1 %, soit une baisse plus forte que la moyenne régionale (-3,6 %) en dessous de la baisse régionale, mais toujours plus élevée que la moyenne nationale (-3,4 %). La présence dans le département des industries de la métallurgie et du bois-papier-imprimerie, deux des cinq secteurs les plus exposés durant la crise au niveau national avec des pertes d'emploi salarié de -5,0 % par an, fragilise l'industrie : dans la Marne, ces deux groupes d'activités contribuent au tiers des emplois industriels supprimés en 2008 et 2009. Le secteur de la fabrication de machines et équipements subit également des pertes importantes (-400 salariés) : ses deux principaux établissements, *Valéo systèmes thermiques* et *Ti automotive fuel systems*, équipementiers automobile, souffrent particulièrement des grandes difficultés de la production automobile.



2008-2009 : un moindre recours au chômage partiel, une moindre baisse de l'intérim, une accélération des externalisations

Au cours de la crise, les instruments permettant d'ajuster l'emploi à l'activité - fin des contrats intérimaires et recours au chômage partiel - sont moins utilisés dans la Marne qu'au niveau régional. En 2008 et 2009, les établissements industriels marnais consomment, avec 540 000 heures de chômage partiel, 13 % de l'ensemble des heures utilisées en Champagne-Ardenne, soit trois fois moins que le poids de la Marne dans l'emploi industriel de la région. En 2009, au plus fort de l'utilisation de la mesure, le nombre d'heures de chômage partiel consommé s'établit, en moyenne à 15 heures par emploi industriel, contre 40 en Champagne-Ardenne et 20 en France métropolitaine.

L'emploi intérimaire diminue moins fortement qu'en Champagne-Ardenne, en raison d'une moins grande part des missions d'intérim localisées dans l'industrie (52 %) qu'au niveau régional (59 %) : 1 800 emplois intérimaires sont supprimés dans le département en deux ans, soit une baisse de -14,3 % en moyenne annuelle, contre -16,3 % dans la région. Cependant, la dégradation du secteur de l'intérim demeure plus marquée qu'au niveau national (-12,6 %) où la part d'emplois intérimaires localisés dans l'industrie s'élève à 43 %. En inté-

Évolution annuelle moyenne de l'emploi salarié marchand non agricole

Unités : % et nombre	Période 2001-2007			Période 2008-2009			Période 2010-2011			Emploi fin 2001	Emploi fin 2011	Évolution de l'emploi entre 2001 et 2011
	Marne	Champagne-Ardenne	France métropolitaine	Marne	Champagne-Ardenne	France métropolitaine	Marne	Champagne-Ardenne	France métropolitaine			
Industrie	-2,0	-2,5	-2,0	-4,6	-4,6	-3,4	-3,5	-2,6	-0,9	42 400	31 800	-10 600
Construction	1,3	1,4	2,5	-0,3	-0,4	-1,0	-1,8	-1,9	-0,8	11 900	12 200	300
Commerce	-0,4	-0,5	0,7	-1,1	-1,0	-0,9	-0,1	-0,2	0,4	29 100	27 800	-1 300
Services marchands hors intérim	0,2	0,3	1,2	0,7	1,0	0,1	1,2	0,8	1,2	52 200	54 900	2 700
Intérim	4,2	2,4	2,3	-14,3	-16,3	-12,6	2,9	7,6	7,3	5 200	5 200	0
Ensemble	-0,3	-0,6	0,5	-1,9	-2,1	-1,5	-0,5	-0,4	0,6	140 800	131 800	-9 000

Source : Insee, estimations trimestrielles d'emploi

grant les baisses d'emploi intérimaire en mission dans l'industrie aux suppressions d'emploi industriel, l'industrie marnaise perd 4 600 emplois en deux ans, soit l'équivalent de 90 % du total des emplois salariés marchands détruits dans le département au cours de ces deux années.

La crise paraît avoir joué un rôle d'accélérateur sur la tertiarisation du tissu productif : dans les services marchands hors intérim, l'emploi augmente deux fois plus vite qu'au cours de la période 2001-2007 et bien plus fortement qu'au niveau national (+0,7 % par an, contre +0,1 %). Cette meilleure dynamique des services est principalement portée par les activités de services administratifs et de soutien qui bénéficient de l'externalisation des entreprises industrielles, avec notamment la création d'un centre d'appel de 180 salariés. À l'inverse, l'emploi recule dans de nombreuses autres activités de services : banque, immobilier, transport et entreposage.

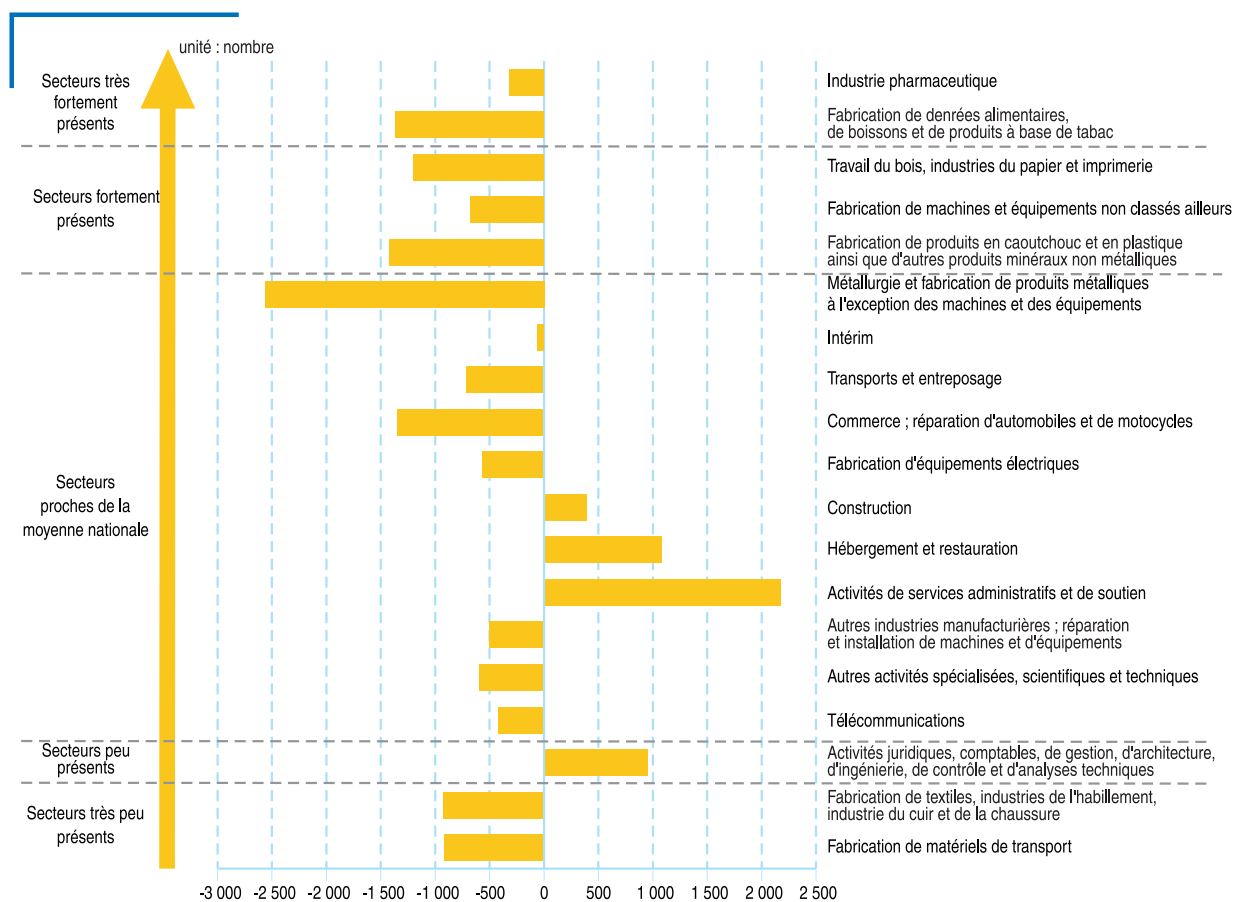
2010-2011 : les effets résiduels de la crise pèsent sur la croissance des emplois

Sur la période 2010-2011, la reprise économique se traduit par une croissance annuelle des emplois de +0,6 % en France. Dans la Marne, les effets de l'amélioration de la conjoncture peinent à se faire sentir : avec 1 300 nouvelles disparitions nettes d'emploi en deux ans, l'emploi continue de diminuer, à un

rythme toutefois très ralenti (-0,5 % par an) par rapport aux années 2008 et 2009. Premier secteur bénéficiaire en période de reprise économique, l'intérim augmente de +2,9 % en moyenne annuelle, contre +7,3 % au niveau national, alors même qu'il a déjà perdu davantage d'emplois dans le département durant la crise. En 2011, l'emploi intérimaire se situe très en dessous de son niveau d'avant crise : en passant de 6 650 salariés fin 2007 à 5 200 salariés fin 2011, il perd 22 % de ses effectifs dans la Marne, contre 19 % en Champagne-Ardenne et 12 % en France. Par ailleurs, les baisses d'emploi industriel ralentissent mais restent sur une tendance plus défavorable qu'au cours de la période d'avant crise, avec -3,5 % en moyenne annuelle, soit une baisse quatre fois supérieure à la baisse nationale (-0,9 %). En particulier, la métallurgie et la fabrication de produits en caoutchouc-plastique connaissent de nouvelles pertes d'emploi importantes, de -6,0 % par an en moyenne.

A contrario, la dynamique de tertiarisation amorcée durant la crise reste bien orientée : les services marchands hors intérim progressent de +1,2 % en moyenne annuelle, avec une création nette de 1 300 emplois. Comme pendant la période de crise, l'emploi des activités de services administratifs et de soutien augmente de façon plus importante dans le département qu'au niveau national. L'emploi des activités financières est en hausse et retrouve un niveau proche de celui d'avant crise.

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux (*) secteurs d'activité entre 2001 et 2011 dans la Marne



(*) Secteurs, au niveau A38 de la NAF Rév.2 dont les évolutions sont supérieures à 400 emplois

Lecture : le secteur de l'industrie pharmaceutique est très fortement sur-représenté dans la Marne, avec une part dans l'emploi total beaucoup plus élevée que la part nationale. A l'inverse, le secteur de la fabrication de matériel de transport est très fortement sous-représenté avec une part nettement plus faible qu'au niveau national. Le secteur de la construction n'est pas un secteur spécifique dans la Marne, son poids étant proche du poids moyen national.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; Clap, méthode régionale



Bilan 2001-2011 : malgré un contexte structurel favorable, des pertes d'emploi importantes

Au cours des dix dernières années, la Marne perd 9 000 emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles, soit une baisse annuelle moyenne de -0,7 %. Si la tendance est moins défavorable qu'au niveau régional (-0,9 %), elle se situe très nettement en deçà de l'évolution nationale (+0,1 %). Comme partout en France, dans la Marne, l'industrie concentre les pertes d'emploi avec la disparition de 10 600 postes de travail entre 2001 et 2011. En raison de la diversification du tissu industriel, les baisses d'emploi se répartissent dans de nombreux secteurs : métallurgie (-2 500), fabrication de produits en caoutchouc (-1 400) et industrie du bois (-1 200). La moindre présence de la fabrication de matériel de transport et du textile-habillement, secteurs ayant connu de fortes difficultés au niveau national, permet de limiter à 1 800 emplois leurs contributions aux diminutions d'effectif. Au contraire, bénéficiant des effets d'externalisation des entreprises industrielles, le secteur des services aux entreprises hors intérim crée 2 500 emplois en dix ans grâce au développement des activités de services administratifs et de soutien qui fournissent 2 200 emplois supplémentaires, avec notamment l'implantation d'un grand centre d'appel. Enfin, l'emploi salarié de la construction et du commerce est moins dynamique qu'au niveau national en lien avec la stabilité démographique du département : la construction crée 300 emplois pendant que le commerce en détruit 1 300.

À côté des effets de la crise, trois événements majeurs affectent l'emploi et contribuent pour un cinquième aux emplois perdus dans le département au cours des années 2001 à 2011 : 400 emplois des *autres activités spécialisées, scientifiques et techniques* disparaissent avec la fermeture de plusieurs agences de communication ; un grand établissement spécialisé dans le commerce de gros de produits métallurgiques supprime 600 emplois sur la période ; le principal employeur de l'industrie pharmaceutique se restructure et perd également 600 emplois en 2009.



Une moindre mobilisation des dispositifs de soutien à l'emploi

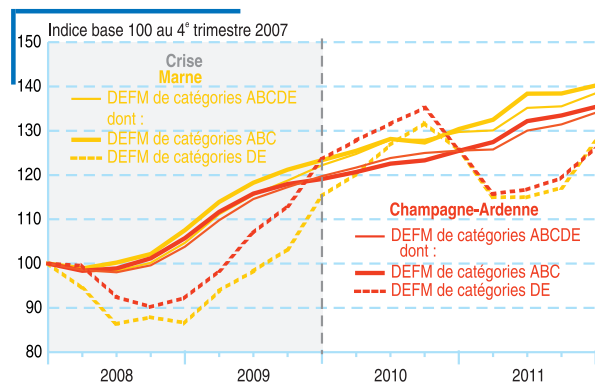
Dans la Marne, avec 6 400 emplois salariés marchands perdus depuis le début de la crise fin 2007, la demande d'emploi augmente fortement et même davantage qu'au niveau régional. Fin 2011, 38 200 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories ABC, catégories tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, soit 11 000 demandeurs d'emploi de plus que fin 2007. Entre 2007 et 2011, la hausse des demandeurs d'emploi s'établit ainsi à +8,8 % en moyenne annuelle, contre +7,9 % au niveau régional.

Au cours de la crise économique de 2008-2009, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC croît de +11,1 % par an, contre +9,1 % dans la région en raison pour partie d'une moindre mobilisation des dispositifs de soutien à l'emploi. En particulier, le chômage partiel, qui permet de maintenir les salariés au sein de leur entreprise et, en conséquence, de limiter les inscriptions à Pôle emploi est moins utilisé dans la Marne. Par ailleurs, en raison de son tissu industriel plus diversifié, la Marne aurait aussi moins bénéficié de certaines mesures, tel l'EDEC (Engagement de développement de l'emploi et des compétences), ciblées sur les secteurs de la métal-

lurgie-travail des métaux ou du textile, moins présents dans le département.

Le recours aux dispositifs d'aide aux demandeurs d'emploi est également moins soutenu dans la Marne que dans l'ensemble de la région : le nombre de demandeurs d'emploi de catégories D et E, qui regroupent notamment les personnes bénéficiant de contrats aidés ou de mesures d'accompagnement pour licenciements économiques - conventions de reclassement personnalisé et contrats de transition professionnelle -, augmente moins (+7,4 %, contre +11,1 % au niveau régional). Ainsi, la part de demandeurs d'emploi de catégories DE, dispensés de recherche d'emploi, dans l'ensemble de la demande d'emploi est la moins élevée des départements de Champagne-Ardenne, avec 12,9 % fin 2009, contre 14,6 % dans la région. Toutes catégories confondues, ABCDE, la hausse des demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi ou non, reste plus marquée dans le département que dans la région (+10,6 %, contre +9,4

Évolution des demandeurs d'emploi



DEFM : demandeurs d'emploi en fin de mois
Données corrigées des variations saisonnières
Lecture :

- les DEFM de catégories ABC regroupent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi ;
- les DEFM de catégorie D regroupent les demandeurs d'emploi, sans emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...
- les DEFM de catégorie E regroupent les demandeurs d'emploi, en emploi (bénéficiaires de contrats aidés notamment), non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Sources : STMT Pôle emploi, Dares - calcul des CVS - DIRECCTE Champagne-Ardenne / SESE

%)

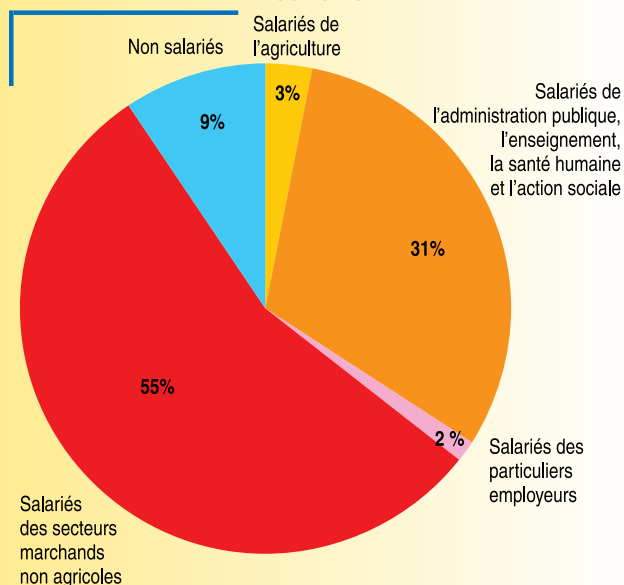
En période de reprise, entre fin 2009 et fin 2011, avec une baisse annuelle moyenne des emplois de -0,5 %, proche de l'évolution régionale, la demande d'emploi continue de se dégrader fortement. Avec 4 100 demandeurs d'emploi de catégories ABC supplémentaires, elle augmente de +6,6 % en moyenne annuelle, comme au niveau régional. Néanmoins, la situation de la Marne reste la moins défavorable des départements de Champagne-Ardenne : fin 2011, le département regroupe 41 % des demandeurs d'emploi de catégories ABC de la région, contre 45 % de l'ensemble des emplois salariés marchands non agricoles. ■

Anh Van Lu, Romain Perron

>> Le champ de l'étude : les emplois salariés des secteurs marchands non agricoles

Afin d'établir un diagnostic du marché du travail au plus proche de l'actualité, l'étude utilise les estimations trimestrielles d'emploi qui permettent d'obtenir des informations au niveau régional et départemental 90 jours après la fin du trimestre passé, soit à la date de cette étude, jusqu'au 4^e trimestre 2011. Le champ de l'étude est en conséquence restreint au champ des estimations trimestrielles d'emploi, celui des salariés des secteurs principalement marchands non agricoles. Ce champ pèse, fin 2007, pour 55 % dans l'emploi total du département.

Répartition de l'emploi total dans la Marne, par grand domaine



Source : Insee, estimations d'emplois localisées 2007

Cette étude, réalisée avec le soutien de la Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (Datar), fait l'objet de douze publications : une de niveau régional, quatre de niveau départemental et sept de niveau zone d'emploi.



MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Les estimations d'emploi au niveau A38 de la nomenclature d'activité française (NAF Rév.2) sur 2010-2011 :

les estimations trimestrielles d'emploi ne fournissent des évolutions d'emploi départementales et régionales qu'au niveau A17 de la nomenclature d'activité française (NAF Rév.2). À ce niveau d'agrégation, les principales industries de Champagne-Ardenne - métallurgie, textile et habillement - sont regroupées au sein d'un seul secteur d'activité : la « fabrication d'autres produits industriels ». Seules les estimations annuelles d'emploi localisées, disponibles sur la période 2001-2009, permettent d'obtenir des évolutions d'emploi à un niveau plus fin de la nomenclature (A38) et ainsi d'établir la distinction entre ces secteurs d'activités. Afin d'analyser les évolutions de l'emploi dans l'industrie à un niveau fin durant la période récente (2010 et 2011), la répartition de l'emploi au niveau A38 a été estimée pour les années 2010 et 2011 à partir des estimations trimestrielles d'emploi et de l'exploitation des données Urssaf.

INSEE, direction régionale de Champagne-Ardenne
10, rue Edouard Mignot - 51079 Reims Cedex - Tél. : 03 26 48 66 60
Directeur de la publication : Patrick Redor, directeur régional de l'INSEE
Chef du Service Études et Diffusion : Françoise Courtois-Martignoni
Rédaction en chef : Sandrine Rigollot
Secrétaire de fabrication : Hervé Bourgeois - Création de l'image visuelle : 5pointcom
© INSEE-2012 ISSN 1277-5649 - Dépôt légal 2012

Une version électronique
de ce document est disponible sur :
www.insee.fr/champagne-ardenne
Rubrique :
produits et services, publications